

LA DEPECHE

Publié le 15/05/2018 à 03:51, Mis à jour le 15/05/2018 à 07:38

Perturbations au centre des impôts de Montauban



Il fallait une sacrée dose de détermination au public pour accéder aux guichets du centre des impôts de [Montauban](#). Hier matin, le débrayage d'une vingtaine d'agents des finances publiques perturbait l'accueil des particuliers créant une longue file d'attente sous une pluie battante. L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT dénonce une nouvelle fois le Comité action publique 2022 qui prévoit notamment la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires durant le quinquennat. «Nous avons choisi de manifester et de distribuer des tracts aux usagers lors de ces dernières journées avant la date butoir (jeudi 17 mai) des dépôts des déclarations fiscales car l'affluence quotidienne peut dépasser les 700 personnes, explique Jean-Luc Delagnes, responsable CFDT finances publiques 82. Le but est de sensibiliser le plus de monde sur la casse du service public amorcée par le gouvernement.» Afin de permettre cette mobilisation et épauler financièrement les collègues grévistes, une caisse commune a été ouverte : «C'est le service impôt des particuliers qui est aujourd'hui en première ligne. Mais nous portons les revendications de tous nos collègues inquiets de la mise en application de Cap 2022, estime Eric Staropoli, responsable CGT FIP82. Il est hors de question de laisser se dégrader un service public et gratuit. Alors que les agents des impôts

dispensent aujourd'hui gratuitement les renseignements indispensables pour remplir sa déclaration, les services de La Poste entendent désormais proposer ce type de prestations moyennant le règlement de 39 €. C'est inadmissible.»

«Changer la façon d'accueillir le public»

De son côté, la direction tente de réduire les perturbations au maximum pour les usagers. «Nous avons fait appel à des volontaires pour assurer l'accueil du public mais les files d'attente sont difficilement évitables en cette période de pic d'activité, reconnaît Jules Deny, directeur adjoint des Finances publiques de Tarn-et-Garonne. J'entends les revendications des agents mais je tiens à préciser que la Direction générale des finances publiques ne cautionnera jamais les offres payantes de renseignements pour remplir sa déclaration fiscale. Le service public restera gratuit mais devra s'adapter à de nouveaux usages, multipliant les renseignements téléphoniques, par internet ou sur prise de rendez-vous afin d'éviter de venir pour rien ou de faire perdre leur temps aux usagers dans des files d'attente.»

Le mouvement social continue aujourd'hui et pourrait se prolonger jusqu'à jeudi.



